

Convention collective

**IDCC : 9621. – EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE,
D'ÉLEVAGE ET CUMA
(Pas-de-Calais)
(20 janvier 1976)**

(Etendue par arrêté du 26 août 1977,
Journal officiel du 7 octobre 1977)

AVENANT N° 67 DU 6 SEPTEMBRE 2012

NOR : AGRS1397036M
IDCC : 9621

Entre :

La FDSEA du Pas-de-Calais ;

La FD des CUMA du Pas-de-Calais,

D'une part, et

L'UD FO du Pas-de-Calais ;

Le SGAA CFDT du Pas-de-Calais ;

La CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Hausse des cotisations

Les dispositions du « A. – Cotisations » de l'article 24 « IV. – Dispositions communes » de la convention collective du 20 janvier 1976, telles qu'elles résultent de l'avenant n° 63 du 15 novembre 2010, sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« A. – Cotisations

1. Assiette

Les cotisations finançant les garanties sont appelées dès l'entrée du salarié dans une entreprise relevant du champ d'application de la présente convention collective, sur la base des rémunérations brutes limitées à 4 fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale, servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales.

2. Taux de cotisations et répartition

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global des cotisations destinées au financement des prestations est de 1,70 %, ainsi réparti : 50 % à la charge des employeurs, soit 0,85 %, et 50 % à la charge des salariés, soit 0,85 %.

Détail des cotisations par garantie et répartition employeur/salarié

(En pourcentage.)

GARANTIE	TAUX	EMPLOYEUR	SALARIÉ
Décès	0,37	0,18	0,19
Incapacité temporaire de travail			
Mensualisation	0,40	0,40	–
Relais mensualisation	0,50	–	0,50
Invalidité	0,43	0,27	0,16
Total	1,70	0,85	0,85

En sus de ces cotisations, l'employeur versera une cotisation de 0,16 % exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales. »

Article 2

Prise en compte du recul de l'âge de départ à la retraite

La loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a introduit des dispositions visant à relever, de manière progressive, l'âge de départ à la retraite.

Afin de prendre en compte les impacts de cette mesure sur le régime de prévoyance, il est ajouté aux dispositions de l'article 1^{er} du présent avenant un 3 « Prise en compte du recul de l'âge de départ à la retraite » rédigé ainsi qu'il suit :

« 3. Prise en compte du recul de l'âge de départ à la retraite

Afin de prendre en compte les effets de la loi portant réforme des retraites sur la durée de service des prestations incapacité temporaire de travail et/ou invalidité, il est instauré une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,12 % des rémunérations brutes telles que définies au "1. Assiette" du "A. – Cotisations" du "IV. – Dispositions communes" de l'article 24, qui s'ajoute aux taux de cotisations du régime.

Cette cotisation exceptionnelle et temporaire sera répartie entre l'employeur et le salarié dans les mêmes conditions que celles prévues au "2. Taux de cotisations et répartition" du "A. – Cotisations" du "IV. – Dispositions communes" de l'article 24, soit 0,06 % à la charge de l'employeur et 0,06 % à la charge du salarié.

Cette cotisation sera prélevée pendant une durée de 36 mois.

A l'issue de cette période, la cotisation exceptionnelle et temporaire cessera d'être appelée. »

Article 3

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 4

Date d'effet

Le présent avenant entrera en vigueur au plus tôt le 1^{er} janvier 2013, sous réserve de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* au plus tard le 15 décembre 2012.

A défaut d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013, l'avenant sera applicable au premier jour du trimestre civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Arras, le 6 septembre 2012.

(Suivent les signatures.)